

NOTRE PARTI ET LA PRISE EN COMPTE DES RELATIONS INTERNATIONALES

Dominique Malegat – Fédération de l'Essonne

Qui aurait imaginé, lors de la préparation de notre précédent Congrès qu'un jour les Etats Unis enlèveraient Nicolas Maduro à Caracas même et menaceraient le Danemark, membre de l'OTAN, et l'Europe pour acquérir le Groenland ? Cette situation à la fois dramatique et ubuesque s'ajoute à la guerre en Ukraine et aux tragédies du Soudan, du Congo, du Yémen, ou de Gaza. Elle suscite dans nos sections un regain d'intérêt pour les questions internationales. Mais le débat n'y est facile. Je voudrais y contribuer en proposant trois positions de principe.

1 – Non au droit d'ingérence, oui à la solidarité avec les peuples et nos camarades victimes de répressions aveugles ou de conflits meurtriers

Française, je suis profondément attachée aux valeurs de la République. Pour autant, faut-il les imposer partout, toujours ? Dès qu'un régime ne correspond pas à ce que j'attends, l'ONU ou d'autres doivent ils le chasser ? Dire oui conduit, comme notre parti l'a très bien expliqué, à accepter l'intervention américaine au Venezuela et demain ailleurs. C'est au peuple concerné et à lui seul de décider de qui le dirige. Le respect de la souveraineté nationale est l'élément clé des relations internationales et les tragédies de l'Afghanistan, de l'Irak ou de la Lybie qui ont suivi les interventions occidentales démontrent bien que la démocratie ne s'exporte pas par la force.

Mais par la solidarité, il est possible de soutenir un peuple qui lutte pour son émancipation. Rappelons-nous le rôle des campagnes de boycott dans la libération de Nelson Mandela. Même quand ses résultats nous paraissent bien insuffisants, la solidarité internationale est nécessaire, légitime, indispensable. Depuis la France, nous pouvons peu pour la Palestine ou pour Cuba. Mais ce peu qui est à notre portée permet parfois de sauver des vies ou de préserver l'espoir. Les mobilisations internationales ne sont pas seulement l'honneur du mouvement ouvrier mais aussi la condition de futures victoires. Opposons donc fermement la solidarité, respectueuse de la souveraineté des peuples et le droit d'ingérence qui la nie.

2 – Oser parler de nations, oser parler au nom de la France

En dépit des efforts de notre direction pour prendre en compte la notion de nation, le mot reste trop souvent un « gros mot » dans nos débats. Il y est plus facile de se poser en « citoyen du monde ». Mais où vote un citoyen du monde ? La souveraineté populaire ne peut s'exercer que dans un cadre défini, reconnu par la communauté internationale. Comme l'expliquait fort bien Régis Debray, c'est en effet la limite (la frontière) qui fait la nation et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes est bien le droit de « faire nation » et de définir son territoire.

Si nous voulons être crédibles dans notre soutien aux peuples qui combattent pour obtenir ce droit (y compris, le cas échéant nos actuels concitoyens d'outremer), commençons par cesser d'en avoir honte nous-mêmes ! Ceci nous permettra d'oser réfléchir à ce qui va de pair avec la

souveraineté, c'est-à-dire l'indépendance et ce qui l'assure, la politique de défense nationale. Rappelons-nous la réflexion de Jean Jaurès « un peu d'internationalisme éloigne de la patrie, beaucoup y ramène »

3 –Défendre le multilatéralisme, s'interroger sur nos valeurs

Les communistes n'ont jamais défendu l'OTAN ni cru que l'Europe de la libre concurrence apportait la paix ; au moment où les faits leur donnent raison, il leur appartient de montrer la voie pour sauver le multilatéralisme et réformer l'ONU. Cela exige de prendre en compte le fait que depuis plus de vingt ans, avec les BRICS+, avec l'OCS (organisation de coopération de Shanghai), avec les Routes de la Soie, un autre monde s'est construit à côté de nous, un monde dont nous sommes exclus et qui a édifié ses propres normes techniques, réorienté les routes commerciales avec de nouvelles infrastructures, multiplié aussi les échanges culturels et humains et parfois discrètement œuvré pour la paix (conflits frontaliers Inde Pakistan). Quoi que nous pensions de leurs régimes, si nous voulons faire progresser la paix, nous avons besoin de parler avec les pays du Sud global.

Encore faudrait-il que notre parole redevienne audible. Le « deux poids, deux mesures » au nom duquel, notamment, l'Union européenne sanctionne la Russie mais maintient l'accord d'association avec Israël jette un discrédit terrible sur le discours de l'Occident. A dire vrai, le ver n'était-il pas dans le fruit dès l'origine ? Au moment où le français René Cassin défendait le projet de Déclaration universelle des droits de l'homme devant l'Assemblée générale de l'ONU, nos avions bombardaient à l'agent orange les forêts du Cameroun pour y tuer les maquisards de Rueben Um Nyobe. Pouvons-nous vraiment croire que la simultanéité des actions est sans effet sur le concept ? N'est-il pas temps aujourd'hui de renoncer à l'arrogance qui fait de nous les seuls porteurs d'un universalisme ? Ne gagnerions-nous pas à contribuer modestement, dans le respect de chaque nation, de chaque souveraineté et de chaque culture, à tenter de soutenir ce que l'humanité a en commun ?

En guise de conclusion : nous regrettons tous que, malgré le travail des camarades impliqués dans ces questions, les relations avec les autres partis communistes ou forces progressistes restent insuffisamment développées. J'irai plus loin : ce qui nous manque, ce sont des rencontres multilatérales ouvertes, connues de tous les militants, une sorte d'Internationale. Non pas par nostalgie d'un temps révolu mais parce qu'il n'y a rien de tel que la confrontation des points de vue pour prendre conscience de notre européano-centrisme et pour avancer, tous ensemble, vers l'avenir commun de l'humanité.